

Les modèles laitiers européens du nord de l'UE à l'épreuve de la volatilité

PERROT C. (1), MOTTET A (1), YOU G (1)

(1) Institut de l'élevage – département Economie, 149 Rue de Bercy, 75595 Paris CEDEX 12

RESUME La période 2006-2010 marquée par une forte volatilité des prix du lait et des charges pour les exploitations laitières s'est avérée être un redoutable banc d'essai pour apprécier la compétitivité et la résilience des différents « modèles » laitiers européens dans le nouveau contexte issu de la libéralisation progressive des marchés européens des produits laitiers. Les résultats du RICA montrent que pour le modèle néerlandais qui dégage nettement la meilleure rentabilité, 2009 n'est qu'un simple faux-pas tandis que le modèle danois a lourdement chuté sous l'effet des crises financière (2008) puis laitière (2009) et ne montre guère de signes de redressement significatifs depuis. Enfin si la période 2007/2009 a été nettement plus profitable aux exploitations allemandes que françaises, ces dernières ne souffrent d'aucun déficit de compétitivité et font preuve d'une forte réactivité en toute fin de période.

European dairy models of northern EU put to the test of volatility

PERROT C. (1), MOTTET A (1), YOU G (1)

(1) Institut de l'élevage – département Economie, 149 Rue de Bercy, 75595 Paris CEDEX 12

SUMMARY The 2006-2010 period, marked by high volatility in milk and input prices for dairy farms, has proven to be a relevant test to assess the competitiveness and resilience of different European "models" of dairy farming. According to FADN results, 2009 is merely a misstep for the Dutch model which presents the best level of profitability. Meanwhile the Danish model has plummeted as a result of the financial (2008) and dairy (2009) crises and has shown little sign of significant recovery since then. Finally, even if the period 2007/2009 was much more beneficial to German farms than to French farms, the latter suffered from no lack of competitiveness and showed a high reactivity at the very end of the period.

INTRODUCTION

La période 2006-2010 marquée par une forte volatilité des prix du lait et des charges s'est avérée être un redoutable banc d'essai pour apprécier la compétitivité et la résilience des différents « modèles » d'exploitations laitières européennes dans le nouveau contexte issu de la libéralisation progressive des marchés européens des produits laitiers.

En effet, après la flambée des prix de ces produits laitiers sur les marchés mondiaux dans le sillage de la majorité des matières premières (agricoles ou non) en 2007-2008, le retournement de la demande mondiale en 2009 consécutive à la crise économique-financière a eu d'autant plus de conséquences en Europe qu'un abandon progressif des instruments de régulation des marchés (quotas, intervention, aides à l'utilisation) était en cours. Entraînés par le doublement des cours mondiaux des produits laitiers les plus échangés, les prix du lait mensuels en Europe ont gagné 50% avant d'être parfois divisés par deux dans certains pays (Allemagne). Ces variations inédites et imprévues ont finalement modifié la gestion de « l'atterrissage en douceur » prévu pour mettre fin aux quotas laitiers : rétablissement partiel de l'intervention et aides compensatrices décidées au niveau européen, parfois complété par des plans nationaux (France, Allemagne) ou des mesures visant à stabiliser les prix (gel des augmentations de quotas en France, gestion et compléments de prix par la coopérative danoise en situation de quasi-monopole). Depuis la mi-2010, les prix du lait en Europe ont retrouvé puis dépassé leurs niveaux d'avant 2007 dans des contextes de sortie de crise qui restent marqués par des spécificités nationales (réactivité des prix et des volumes). Le niveau du prix des intrants (engrais, aliments, énergie) reste cependant partout et sans doute durablement plus élevé qu'avant ces épisodes mouvementés, ce qui impacte différemment les systèmes de production pratiqués.

Des analyses micro-économiques réalisées à partir du RICA européen sur les exploitations laitières spécialisées et notamment la comparaison entre pays des séries chronologiques portant sur les paramètres essentiels (prix du lait, charges par catégorie, productivité du travail) ont permis d'expliquer les variations spectaculaires de la rémunération du travail dans la plupart des pays au cours de cette période. L'interprétation de ces évolutions a été réalisée grâce à une veille bibliographique et des entretiens avec des experts

nationaux en Allemagne, aux Pays-Bas et au Danemark qui permettent d'accéder aux spécificités des contextes nationaux dans lesquels évoluent ces exploitations concurrentes.

Cette première étude est focalisée sur quatre pays du Nord et de l'Ouest de l'UE (France, Allemagne, Pays-Bas, Danemark), quatre grands producteurs laitiers caractérisés par des filières fortement orientées (et donc dépendantes) de l'exportation. L'équivalent de 40% de la production laitière française est exporté, ainsi que 45% de la production allemande, 60-65% de la production néerlandaise, et près de 70% de la production danoise. Ces pays sont en concurrence forte, notamment sur le marché intra-européen, et ont connu de ce fait les évolutions de prix du lait les plus vives au cours de la période d'étude. Les conditions de production fourragère présentent également une certaine homogénéité par rapport à l'Europe dans son ensemble (notamment par rapport à la zone Sud) ce qui facilite certaines comparaisons.

1. MATERIEL ET METHODES

1.1. LE RICA EUROPEEN ET SES PREMICES NATIONALES

Ce travail s'appuie sur un traitement des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) européen ou de ses prémices nationales sur la période 2000-2010 (période retenue en raison de la stabilité monétaire liée au passage à l'euro ou à la parité quasi-fixe avec la couronne danoise). Le RICA est une enquête réalisée chaque année depuis plus de trente ans, de façon harmonisée, dans tous les Etats membres de l'UE. Il donne des informations détaillées sur la structure, les résultats économiques et la situation financière des exploitations agricoles dites « professionnelles ». Sachant que les unités non professionnelles sont désormais très rares dans le secteur laitier des pays étudiés.

Dans chacun des pays, cette enquête est réalisée principalement par des centres de comptabilité et de gestion, compilée par une autorité statistique nationale puis envoyée à la Commission européenne (DG AGRI) qui gère la base européenne. L'échantillon envoyé à Bruxelles est stratifié afin de permettre une réextrapolation à l'ensemble des exploitations professionnelles par région, classes de dimensions et orientations de productions significatives. Cet échantillon correspond soit à l'échantillon national (comme en

France), soit à un sous-échantillon d'une base nationale plus abondamment renseignée (comme en Allemagne).

Cette procédure très logiquement décentralisée demande nécessairement du temps après la collecte des données en fermes. Les nouvelles données publiées en chaque fin d'année n datent de $n-2$ au niveau européen et $n-1$ au niveau national. De plus, dans la plupart des grands pays agricoles, comme en France, les autorités statistiques s'appuient sur ce dispositif pour réaliser, également en fin d'année n , des prévisions par orientation de production pour l'année n en appliquant par exemple des indices de prix et de volumes aux comptes d'exploitation $n-1$.

Ce sont ces 3 jeux de données cohérentes qui sont mobilisés ici : la base de données européennes *stricto sensu* jusqu'en 2008 (dernière année disponible à l'été 2011), les résultats 2009 disponibles au niveau national, les prévisions 2010 réalisées pays par pays à partir de ces derniers (Agreste, 2011 ; BMELV, 2011 ; de Bont et al, 2010 ; Clausen et al, 2011 ; FOI, 2011). Pour les quatre pays retenus dans cette étude, on peut montrer que, sur le passé récent et pour un même pays, la ressemblance des séries nationales et européennes est suffisante pour prolonger la série européenne avec un point national. Quant à la prévision de l'année n , elle est bien sûr susceptible d'être révisée dans tous les pays mais les tendances d'évolution sont si fortes sur la période étudiée que les corrections éventuelles ne modifieront pas les conclusions.

1.2. COMPETITIVITE DE L'AMONT DES FILIERES NATIONALES VUE A TRAVERS LES EXPLOITATIONS SPECIALISEES

Ce choix méthodologique qui permet de discuter de l'impact de variations conjoncturelles récentes et riches d'enseignement en entraine cependant deux autres. Le champ des exploitations analysées ne peut être que celui des exploitations laitières spécialisées au sens de la typologie communautaire (OTEX41) utilisée dans toute cette chaîne statistique. Et seuls les résultats nationaux et non régionaux peuvent être analysés puisque ces derniers ne sont pas projetés par orientation de production. Ces deux contraintes n'en sont pas pour les Pays-Bas et le Danemark (exploitations très spécialisées dans un milieu relativement homogène). C'est beaucoup plus contraignant pour une analyse précise de l'amont des filières laitières françaises et allemandes, nettement plus hétérogène au niveau régional. Les résultats obtenus qui associent donc essentiellement le grand Ouest et les montagnes pour la France, le Nord-Ouest et le Sud de l'Allemagne (les grandes exploitations de l'Est sont rarement spécialisées) sont à ce stade à regarder davantage comme des indicateurs de compétitivité de chaque « filière nationale », de ses points forts, de ses points faibles.

1.3. REVENU AGRICOLE ET FACTEURS EXPLICATIFS PRIX, COÛTS ET VOLUME

L'analyse proposée ici porte sur l'indicateur central du RICA, privilégié notamment par la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (France ; Agreste, 2011) : le résultat courant avant impôts (RCAI) qui est la différence entre les produits et les charges courantes (amortissements compris). Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. Pour permettre les comparaisons internationales, les charges sociales de l'exploitant ne sont déduites ni dans les RICA nationaux ni dans le RICA européen puisque d'un pays à l'autre ces charges sociales présentent des formes et statuts très différents (Sécurité sociale financée par l'impôt dans les pays scandinaves). Plus précisément, cet indicateur clé est le RCAI par unité de travail non salarié (RCAI/UTAns).

Cette approche donne une place privilégiée au facteur travail (non salarié) mais dans le cadre de la production laitière réalisée dans des exploitations familiales pilotées par des

chefs d'exploitation autonomes, on peut penser qu'il s'agit d'un facteur essentiel pour l'orientation des comportements et la pérennité de la production (plus que la rentabilité des capitaux, ou de ratios par litre ou par ha).

L'évolution de cet indicateur principal (RCAI/UTAns) est décomposée de façon simple à partir des données les plus accessibles entre l'évolution de la marge nette unitaire par unité de production (de fait le RCAI/t de lait) et un coefficient multiplicateur (production laitière/UTAns) très proche de la productivité du travail en volume sauf au Danemark. Le % d'UTA non salariées dans ces exploitations spécialisées est en effet de 55% contre 80% en Allemagne, 92% aux Pays-Bas et 94% en France. La marge nette unitaire est elle-même vue comme la différence entre le prix du lait payé au producteur et le « point mort » qui est donc défini ici comme le prix du lait qui annule le RCAI (*break-even price* en anglais, le point mort en gestion française pouvant aussi signifier le volume minimum de production nécessaire pour couvrir les charges fixes et commencer à dégager un profit).

Calculé ainsi, ce point mort est aussi égal au coût de production (hors charges supplétives notamment liées au travail familial) après déduction des aides directes, produits joints de l'activité laitière et produits annexes présents dans ces exploitations laitières spécialisées (6% de produits végétaux en France et Allemagne, 5% au Danemark et 1% aux Pays-Bas ; le produit viande tout compris étant de 15-16% en France ou Allemagne et 6-8% au Danemark-Pays Bas en raison de différences de race et de système d'élevage).

2. RESULTATS

2.1. EVOLUTION DE LA RENTABILITE DE LA PRODUCTION LAITIERE

Les évolutions du RCAI/UTAns constatées depuis 2000 (fig.1) révèlent les spécificités des différents modèles nationaux. Le **modèle néerlandais** obtient systématiquement les meilleures performances et dégage la plus forte rentabilité en production laitière. Les raisons de ce succès sont multiples et en partie connues. La mise en œuvre d'un système de production hyperspécialisé en production laitière pratiqué dans des exploitations de superficie modeste (49 ha de SAU en 2010), avec un fort recours à la sous-traitance pour les travaux des champs, les récoltes, les épandages, l'accès à des services spécifiques pour la production laitière à coûts modérés du fait de la très forte densité de ce bassin de production, permet à ces exploitations familiales d'afficher une très bonne productivité du travail. Combinée avec une bonne maîtrise tant des charges variables que des charges fixes, celle-ci permet à ces exploitations de dominer le palmarès européen. Cette rentabilité inégalée est indirectement attestée par le fort pouvoir d'achat de ces exploitations qui autofinancent plus de 50% de leurs importants investissements (quotas, bâtiments, matériel, foncier). Il se traduit par un niveau d'achat des quotas laitiers, encore aujourd'hui 3 fois plus élevé qu'au Danemark, ou 6 fois plus qu'en Allemagne ou par le prix du foncier (30 à 40 000€/ha, 67% du foncier agricole sont consacrés à la production laitière).

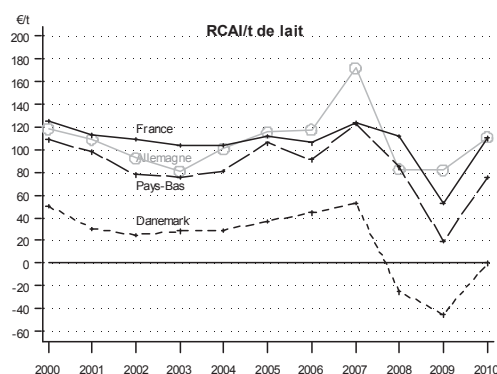
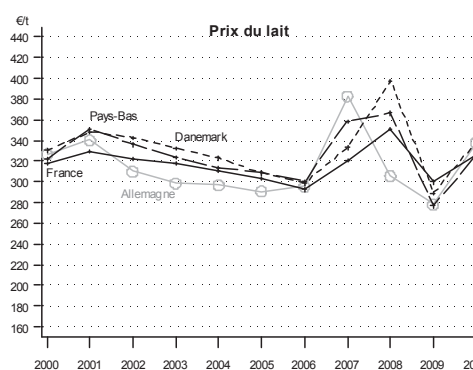
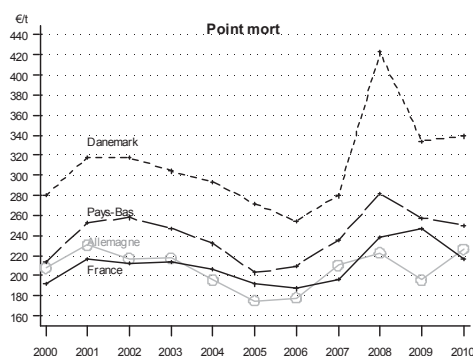
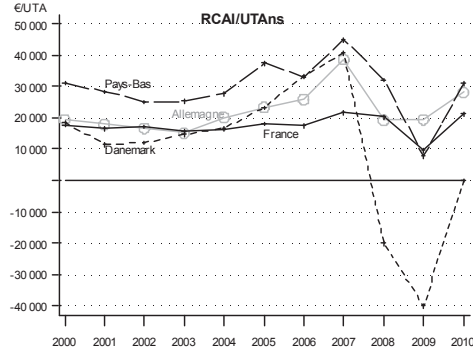
La position relative du **Danemark** est la plus variable. Le début de la décennie a été difficile car il faisait suite à la transformation radicale des systèmes de production décidée, financée et accompagnée par l'ensemble des acteurs économiques qui se sont regroupés de façon inégalée (quasi-monopole d'Arla Foods, fusion de tous les organismes de services) ou fortement engagés dans le financement (organismes de crédit hypothécaire, banques, fonds de pension). Avec 20% des exportations agro-alimentaires, le secteur laitier est un secteur stratégique pour le Danemark. Cette transformation radicale a consisté à faire passer les élevages, en très peu de temps (plus de la moitié des vaches sont logées dans des bâtiments neufs), de troupeaux de 40 vaches de race rouge danoise alimentées au pâturage et

logées en étables entravées à des troupeaux de 100, 200, 300 vaches Holstein alimentées en ration complète mélangée (avec beaucoup de maïs ensilage) et logées en stabulation libre. Cette transformation a nécessité d'énormes investissements dans l'amont de la production laitière (construction de bâtiments, achat d'équipements permettant de viser les plus forts niveaux de productivité du travail au monde, plus de 500t lait/UTA totales). Mais aussi des achats de terre (50% des reprises d'exploitation se font sous la forme d'achat-vente et non de « succession »). Tous ces investissements ont été autorisés par un système de crédit hypothécaire pur dans lequel les prêts sont accordés en fonction du montant des actifs présentés et non de la capacité de remboursement lié au revenu. A posteriori, on peut constater que la facilité d'accès au crédit permise par ce système a créé au cours des années 2000 une bulle foncière et financière qui a éclaté en 2008 : le prix du foncier qui avait plus que doublé entre 2002 et 2008 en passant à 30 000€/ha a depuis rebaisé de 40% par rapport au plus haut trimestriel. Le recours à des instruments financiers sophistiqués (SWAP sur taux d'intérêts fixes/variables dans différentes monnaies) censés permettre une gestion dynamique de l'endettement colossal des exploitations a généré en 2008 des pertes financières très importantes. Le taux d'intérêt réel sur 2004-2008 après réétalement des pertes financières de 2008 ressortirait finalement à 6%/an, soit très loin des taux escomptés au départ.

La France et l'Allemagne qui faisait jeu égal dans un cadre européen fortement régulé et stabilisé jusqu'à la 1^{ère} réforme de l'OCM lait (baisse des prix d'intervention, introduction de l'Aide directe laitière en 2004) divergent largement à partir de cette date. La filière laitière française, qui s'est engagée lentement voire à reculer dans le nouveau contexte, a cherché à conserver en partie avec des moyens nationaux une grande stabilité. Tandis que l'Allemagne a privilégié la réactivité quitte à accepter une plus grande volatilité des prix et des volumes. Les résultats de ces stratégies appréciés à travers la figure 1 sont assez troublants puisque tout semble indiquer qu'il n'y a pas eu de bonne année en France (2007 dans les autres pays), et pas de mauvaise en Allemagne (2009 ailleurs)... La volatilité qui caractérise le nouveau contexte agricole depuis la flambée des matières premières de 2007 et la libéralisation de la PAC imprime un rythme si rapide aux évolutions que les données annuelles ne suffisent souvent plus à les représenter correctement. Et le décalage de 6 mois entre les dates des exercices comptables en Allemagne (juillet-juin) ou dominant en France (janvier-décembre) qui était peu gênant jusqu'à présent, le devient beaucoup plus. L'actualisation des prix des paniers de produits et de charges caractéristiques des exploitations laitières spécialisées françaises permet de montrer que, mensuellement, le niveau de revenu est monté au-dessus de ses valeurs ordinaires entre septembre 2007 et avril 2008 mais que la montée plus tardive du prix du lait en France qu'en Allemagne courant 2007 n'a pas permis aux exploitations françaises les mêmes niveaux de résultat qu'en Allemagne. Le reflux rapide des résultats français d'abord sous l'effet du prix des charges (qui atteint son maximum mi-2008 et reflue ensuite lentement) puis avec la baisse du prix du lait n'a pas non plus permis d'afficher un bon résultat global sur 2008 dans son ensemble. En 2009, une simulation d'effet prix (Kleinhans, 2009) avait montré que le trou en Allemagne avait été presque aussi profond sur l'année civile 2009 qu'en France mais avec un prix de lait tombé à des niveaux incroyablement plus bas (200€/t pour le prix payé à taux réels en juillet 2009 pour le Schleswig-Holstein par exemple). Ce trou d'air, moyenné avec les résultats 2008 ou 2010, disparaît cependant dans les exercices comptables allemands en raison des arrière-effets de 2008 et de la vigueur de la sortie de crise en 2010. L'évolution des prix du lait entre ces deux grands pays a été nettement plus en phase en 2010 qu'en 2007-2009 avant qu'un accord

interprofessionnel ne limite finalement les possibilités d'évolution du prix français par rapport au prix allemand. Il faut dire que l'évolution du prix qui avait été très défavorable à l'amont de la filière en 2007 (hausse retardée début 2007 à une période où les autres pays ont produit dans des conditions hautement profitables avant la flambée du prix des charges), l'a été pour l'aval de la filière en 2009 quand l'écart de prix s'est traduit par une brutale perte de compétitivité des produits laitiers français basiques avec des pertes de marché intérieur sur le lait UHT et les fromages d'entrée de gamme dont de l'emmental allemand), pertes partiellement recouvrées depuis pour les fromages.

Figures 1 à 4. Indicateurs économiques – exploitations laitières spécialisées. *Source : DG AGRI – RICAUE et sources nationales pour 2009-2010 – traitement Institut de l'Élevage*



2.2 UN POINT MORT TRES ELEVE AU DANEMARK

La filière laitière danoise a favorisé la mise en place d'un système à très forte productivité (du travail et des animaux) mais coûteux (charges salariales ; coût d'alimentation en ration complète souvent distribuée toute l'année, substitution capital-travail coûteuse en bâtiments-équipements et matériel ; charges financières liées à la faiblesse de l'autofinancement, environ 20%). Il est donc caractérisé par un point mort élevé (fort coût de production et faible coproduit viande notamment). Certes le coefficient multiplicateur de la marge nette est énorme mais il est à double tranchant. Il peut donner des résultats exceptionnels comme en 2007 ce qui avait pu faire croire à la réussite de ce pari national (une modernisation à marche forcée avant la fin des quotas permettant de valoriser ensuite cet avantage concurrentiel). Mais il peut aussi multiplier les pertes comme en 2009 propulsant les résultats vers des niveaux abyssaux (15% seulement des exploitations ont présenté un résultat positif). Entre 2003 et 2006, la baisse du point mort est liée comme dans tous les pays à l'introduction progressive de l'ADL. En 2008, les pertes sur les instruments financiers propulsent le total des frais financiers à... 153€/t (39% du prix du lait !). En 2009, c'est la chute du prix du lait, comme partout ailleurs, qui prend le relais alors que le fardeau financier ne s'allège qu'en partie. Bien qu'officiellement les mises en liquidation soient rares, 7.3% des exploitations laitières sont en situation « d'insolvabilité technique » (le passif est devenu supérieur à l'actif par suite de l'effondrement du prix du foncier). Et le taux de restructuration toujours très rapide (-7.2%/an sur 2007/2010), qui correspond encore à la disparition des plus petites exploitations, renforce la place des plus grandes qui sont concernées au premier chef par cette épineuse question du financement du capital (25 000€/VL et plus de 80% d'endettement pour ces grandes fermes). Bien que l'analyse de la situation financière depuis 2010 ne fasse pas encore consensus au sein des experts danois, elle apparaît de plus en plus comme le talon d'Achille de ce système de production à l'efficacité productive par ailleurs incontestable. Sa rentabilité n'est assurée qu'avec un prix du lait élevé et un taux d'intérêt bas. En raison d'un taux de matières grasses plus élevé (place relative de la jersiaise), de l'importance de l'agriculture biologique (10% des fermes), voire de l'efficacité et de la protection offerte (en 2009) par la structure coopérative monopolistique, le prix du lait payé est souvent le plus élevé de tous les pays étudiés. Les taux d'intérêt (prêts principalement à taux variables) semblent par contre à la hausse, l'engagement du secteur financier national semblant pour l'instant privilégier la stabilisation de l'endettement qui vient de dépasser 2 millions d'euros en moyenne par exploitation.

2.3 PAYS-BAS : UN SYSTEME HYPERSPECIALISE SUR DE SA REUSSITE ?

La combinaison de différentes caractéristiques (hyperspécialisation laitière et forte productivité du travail) explique le positionnement particulier des Pays-Bas sur les différentes figures. La rémunération ramenée à l'unité de travail familial y est la plus élevée ce qui n'est plus le cas quand on la ramène à la production laitière. En effet, bien que le prix du lait soit sensiblement plus élevé que la moyenne (TB), le point mort l'est également. Bien que les charges par litre y soient inférieures et remarquablement stables dans le temps (notamment les consommations intermédiaires, très maîtrisées), la mono-activité laitière poussée à son extrême, les aides directes plus faibles ramenées au litre (aides à la surface forment diluées par les 12000 l/ha de SAU) offrent moins de recours en cas de chute du prix du lait. D'où le « faux-pas » enregistré en 2009 lorsque le prix du lait s'est dangereusement rapproché du point mort. Les analyses complètes sur 2009 confirment que cette année a été traitée par les éleveurs comme un accident de parcours (le niveau de consommation inchangé a été en partie financé par une

mobilisation de l'épargne régulièrement réalisée). Le système de production n'a pas été modifié. Il continue à évoluer beaucoup plus régulièrement qu'ailleurs sous l'effet d'une croissance modérée des volumes individuels dû à la redistribution des hausses du quota national et à un taux de restructuration passé en dessous de 2%/an depuis 2009... Peut-être un nouveau signe de la réussite de ce modèle performant dont le principal point faible est également connu : une forte pression sur l'environnement, proche des limites dérogatoires accordées par l'UE. Où ailleurs en Europe pourraient-être pratiqués des systèmes avec un excédent azoté de 160kg/ha (deux fois plus que dans les élevages des Réseaux d'élevage de l'Ouest de la France) ?

2.4 FRANCE/ALLEMAGNE : UNE GESTION DESYNCHRONISEE DES PRIX ET DES VOLUMES QUI APPARTIENT AU PASSE ?

L'essentiel a déjà été dit plus haut sur le déroulement des événements depuis 2007 dans chaque pays. L'évolution des points morts par pays apporte un éclairage complémentaire. Jusqu'en 2008 inclus (si on redresse les résultats allemands pour le décalage de 6 mois ce qui revient à baisser la valeur 2007 et à monter la valeur 2008), les points morts étaient extrêmement proches pour ne pas dire confondus. Autrement dit, hors travail, les deux systèmes de production affichent le même niveau de compétitivité. En 2009 le point mort français augmente malgré la baisse du prix des charges pour une raison assez simple : la surmaîtrise des volumes tentée pour limiter l'ampleur de la crise laitière européenne a conduit à faire baisser de 1% les livraisons par exploitation ce qui a concentré les charges fixes alors qu'elles étaient diluées en Allemagne où la production individuelle moyenne augmentait de 2%. Malgré un prix du lait français qui s'est moins dégradé en 2009, il était loin de suffire pour stabiliser le revenu à un niveau acceptable. Avec une méthode beaucoup plus globale, le cabinet Mc Kinsey (2010) a montré que l'évolution pilotée des prix et des volumes entre 2007 et 2009 avait coûté 1.5 milliard d'euros aux producteurs français par rapport à la gestion allemande. Une valeur à comparer aux 600 millions que la Commission européenne aurait dû dépenser en intervention si la France avait décidé de produire son quota, rien que pour la période de crise ?

Ne serait-ce que sur les prix, une singularisation aussi forte de la filière laitière française ne semble plus d'actualité. Et ce type de comparaison montre que les systèmes de production français ne manquent pas d'atout en matière de compétitivité. Au moins hors travail. Entre une plus faible restructuration au début des années 2000 et des sous réalisations records recherchées ces dernières années, la production laitière par UTA non salariée a augmenté de 37% en France entre 2000 et 2010 (ce qui a pesé sur la rémunération du travail) contre 43% aux Pays-Bas, 54% en Allemagne et 170% au Danemark. Mais l'évolution française sur 2010 (+7.2%) et 2011 (en cours) apporte de nouvelles preuves d'évidents gains de productivité potentiels.

Agreste, 2011. Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2010. *Agreste Les Dossiers, 10.*

Bont, C.J.A.M. de, W.H. van Everdingen, A. van der Knijff en H.A.B. van der Meulen, 2010. Actuele ontwikkeling van resultaten en inkomens in de landen tuinbouw in 2010. Rapport 2010-105, LEI Wageningen UR, Den Haag

Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Verbraucherschutz, 2011. Agrarpolitischer Bericht 2011 der Bundesregierung. BMELV, Berlin

Clausen S., Andersen J. T., 2011. Prognose for kvægbrugets økonomiske resultater 2010-2012. Rapport Marts 2011. Videncentret for Landbrug, Aarhus.

Fødevareøkonomisk Institut, 2011. Landbrugets økonomi 2010. FOI, København

Kleinhanß W., 2009. Income growth of dairy farms in changing milk prices. *Agra-Europe, Volume 50, Issue 26*

Mc Kinsey, 2010. Renforcer la filière laitière française. Rapport pour le CNIEL.